

« On est dans une merde noire, à nouveau », s'irrite un des responsables de la rédaction. Que de crises depuis que Jimmy a racheté « l'Express » en 1977 ! Le premier grand choc remonte à 1981. Revel, Todd, Gallo, Held refusent de se plier à la ligne giscardienne et s'en vont. Cinq années s'écoulent, plutôt tranquilles. Goldsmith s'occupe surtout de ses affaires en Amérique. A l'approche des élections de 1986, il rentre en France, décidé à transformer « l'Express » en machine de guerre du libéralisme. Il nomme alors, en juin 1986, René de la Portalière administrateur-directeur général. Celui que ses camarades du RPR ont surnommé « la grenade dégoupillée ». « Je suis là pour garantir la ligne libérale », déclare le géniteur de la fondation Liberté. Viré, Christian Fauvet, du service politique, accusé par Goldsmith d'être un « membre de l'aristocratie socialiste ». Muté à un poste technique, Noël-Jean Bergeroux. Dés-tabilisé, Yves Cuau.

En août 1986, Jean-Paul Pigasse prend la direction de la rédaction. René de la Portalière et lui se disputent le pouvoir. Le premier tente un putsch alors que le second se trouve en Egypte. Il va proposer à Goldsmith un plan qui ferait de « l'Express » une « Pravda » du libéralisme. Jimmy tique et, en mars 1987, exit de la Portalière. Pigasse ne jouira pas longtemps de sa victoire. Le président de la GO en effet a fait appel à Bruno Rohmer, alors président de Larousse (pas content, Christian Brégou, de voir partir son brillant second.) Rohmer prend ses fonctions en juillet. Coup de théâtre le 24 juillet, on apprend que Jimmy Goldsmith a vendu son royaume de la Générale occidentale, dont « l'Express », à la CGE. Jimmy reste président du comité éditorial. Il semble bien que le tycoon devait racheter « l'Express » à la CGE. Balladur s'y serait opposé. Un épisode de la guérilla Chirac-Barre ? En décembre 1987, Goldsmith rend son tablier. Il est « appelé par ses fonctions à l'étranger ». Aussitôt Bruno Rohmer nomme Yann de l'Ecotais à la place de Jean-Paul Pigasse.

Jusqu'au bout le président de « l'Express » et des Presses de la Cité a respecté son contrat. Il a dynamisé les Presses de la Cité. Il a acheté le groupe de presse professionnelle de Denis Jacob, avec l'idée d'en faire la base d'un groupe concurrent de CEP-Communication. Il a pris le contrôle de Media SA (« Biba », « Enfants Magazine »...) en promettant à Elisabeth et Alain Lefebvre de le développer. Ambroise Roux, chaque fois consulté, a laissé faire.

Que va-t-il se passer ? Ce grand groupe multimédias dont rêvait Goldsmith, frustré de la 5, ne se recentrera-t-il pas autour de CEP-Communication, et donc de Havas, son principal actionnaire, avec le soutien financier actif de la CGE ? Il viserait des journaux de l'empire Hersant ébranlé par les énormes pertes de la 5. Et acquerrait ce grand news d'opinion qu'est « l'Express ». Pourquoi pas ? Politiquement, il n'échappe à personne que la partie semble se jouer à guichets RPR fermés, de Pierre Dauzier et son conseil d'administration de Havas à Ambroise Roux. Les rapports entre business et politique sont certainement plus complexes qu'on ne l'imagine, Havas joue d'abord Havas et son expansion. Il n'empêche : la partie est loin d'être terminée pour « l'Express ».

PHILIPPE GAVI

## LE TRESOR DE L'ENARCHIE

Les privatisations, c'est eux. Les dévaluations, c'est eux. Les emprunts, c'est eux. Le réaménagement de la dette du tiers monde, toujours eux. La politique économique de la France... Non, quand même... il y a le ministre. Ah ! qui ça, « eux » ? Mais les hauts fonctionnaires du Trésor, bien sûr. Un Etat dans l'Etat. Une machine de pouvoir qui régente à sa guise — au prix de menues concessions habilement négociées au fil du temps — le 93 de la rue de Rivoli, siège du ministère de l'Economie, des Finances et — présentement — de la Privatisation.

Fascinante plongée dans le saint des saints du pouvoir économique. Cette poignée de hauts fonctionnaires (228 à la fin de 1986, dont 106 énarques — excusez du peu...) ont une influence décisive sur le ministre. Par le biais des « notes Trésor » (pas moins de 2710 en 1986), ils lui distillent un argumentaire précis et détaillé qui infléchira sa décision. Ces types-là ont des idées sur tout : la gestion de la dette publique, le marché des changes, la balance des paiements, la politique monétaire, les marchés financiers, les entreprises publiques, le système monétaire international. Et le directeur du Trésor — qui centralise toute la matière grise en perpétuelle fusion circulant du bureau A1 (trésorerie, politique monétaire) au bureau G3 (organismes européens) — est le principal soutien du ministre. Certes chaque locataire du « 93 » a eu des rapports différents avec son directeur du Trésor. Delors, Bérégovoy ou Balladur ont chacun établi des rapports particuliers avec sa direction de choc. Mais pour que le « ticket » soit vraiment gagnant, deux conditions sont requises : entre les deux hommes la confiance doit être totale ; le ministre doit occuper une place prépondérante au sein du gouvernement. Ce n'était pas le cas de Jacques Delors, dix-septième dans la hiérarchie gouvernementale. Bérégovoy, lui, était un ministre puissant ; mais

il n'avait pas la cote. Ne supportant pas le « mépris » qu'il voyait dans le regard de « ces beaux messieurs », il choisit de les prendre, avec son directeur de cabinet Jean-Charles Naouri, à la hussarde. Balladur, lui, réunit les deux conditions. Il est ministre d'Etat et, avec Daniel Lebègue — un socialiste pourtant aux commandes jusqu'à la fin de 1987 —, la confiance était sans nuages.

Le Trésor est aussi une formidable machine à dire non. Ses relations avec les autres administrations sont très conflictuelles : la Banque de France, l'INSEE, le ministère du Commerce (la direction des Relations économiques extérieures, particulièrement) ou de l'Industrie jaloussent la toute-puissance du Trésor. Et, trop souvent à leur goût, doivent subir son joug (« arbitrages », dit-on en langage administratif). Seule la direction du Budget a réussi à imposer un gentleman's agreement à cette rivale. Un document secret scelle les termes de cette union et trace les frontières respectives des zones de souveraineté de chaque direction ; il est enfermé dans un coffre-fort et chaque directeur du Trésor le remet à son successeur. Le plus spectaculaire dans cette enquête approfondie et toujours distrayante, c'est qu'un formidable vide juridique défend cette citadelle. « Aucun texte de loi, aucune procédure, aucun ordre de mission écrit ne fonde en effet le Trésor à exercer la plupart des fonctions hétéroclites que l'histoire lui a confiées », écrit Yves Mamou (1). Ce flou juridique fait du Trésor un cas exceptionnel au sein de l'appareil d'Etat.

Cette bizarrerie administrative n'en est pas moins porteuse d'une doctrine de fer : celle des grands équilibres. Au vu du discours économique dominant, la bizarrerie semble être devenue orthodoxie.

T.G.

(1) « Une machine de pouvoir : la direction du Trésor ». Editions La Découverte, 320 p., 120 F.



YVES MAMOU, L'AUTEUR. LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES